

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 13 MARS 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE -- PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

Fort de France
SUCCES DE LA LUTTE DES
TRAVAILLEURS HOSPITALIERS

GUADELOUPE
position de Combat
Ouvrier pour le 2^e tour
des cantonales aux
Abymes

EDITORIAL COUP D'ETAT AU LIBAN : UNE MENACE GRAVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La trêve patronnée par la Syrie et les Palestiniens, vient d'être sérieusement entamée par deux faits importants.

D'une part une grave rébellion d'une partie de l'armée, et d'autre part par la prise du pouvoir par une autre partie de cette même armée.

Il est difficile de savoir comment va évoluer la situation. Le premier ministre, Rachid Karamé, a démissionné, et probablement il sera suivi par le président de la république. Du reste ces hommes n'avaient plus que l'ombre du pouvoir. La seule force organisée, en dehors des groupes de phalangistes, est bien sûr l'armée. Devant les risques de désintégration complète de cette armée, l'état-major a préféré finalement prendre le pouvoir. L'armée étant la seule ressource de la bourgeoisie, quelle soit chrétienne ou musulmane, agit donc, comme toutes les armées du monde, pour rétablir l'ordre au profit de cette bourgeoisie.

Il semble d'ailleurs que les Palestiniens et les Syriens ne soient pas mécontents de cette initiative.

Cela les renforcera dans la mise au pas de tous ceux qui sont mécontents, dans la gauche, des accords signés avec la droite au moment du cessez-le-feu.

Il y a donc toutes les chances que ce coup d'état soit dirigé directement contre les travailleurs et contre ceux qui, dans la gauche, estiment avoir été trompés par leurs dirigeants.

L'expérience montre donc que les travailleurs et les paysans du Liban ne peuvent faire confiance à ceux qui dirigent cette gauche. Ils devront se donner une autre direction. C'est le seul moyen qu'ils ont pour mener à bien leurs luttes : une direction qui orientera leur combat contre tous les possédants chrétiens ou musulmans. Contre les états arabes qui perpétuent cette exploitation et contre l'état d'Israël qui, lui, observe la scène en attendant de jouer, lui aussi, les gendarmes si la Syrie et les Palestiniens ne pouvaient le faire.

Les travailleurs du Centre Hospitalier de Fort de France ont mis fin à leur grève qui durait depuis la semaine dernière. On se souvient que ces travailleurs avaient d'abord fait deux jours de grève d'avertissement les 26 et 27 fevr. Puis ils avaient repris leur mouvement le 4 mars pour une durée illimitée.

Les travailleurs du C.H. de Fort de France réclamaient notamment la création de 146 postes supplémentaires permettant d'embaucher immédiatement du personnel et affirmait en même temps leur solidarité avec le personnel du Centre de Transfusion Sanguine en grève depuis plusieurs semaines.

Les grévistes du Centre Hospitalier réclamaient aussi que les jours de grève soient payés.

Assemblées générales et manifestations se déroulèrent donc dans une ambiance combative. Les grévistes étaient pleins de détermination et voulaient que cette fois on leur donne satisfaction et que l'administration de l'hôpital ainsi que la préfecture s'attaquent sérieusement au problème du manque de personnel.

Le moral des grévistes était très bon et ils étaient décidés à arracher la victoire.

Devant cette combativité, se rendant compte que le personnel n'était pas décidé à s'en laisser compter, les responsables de l'administration de l'hôpital et ceux qui siègent à la préfecture, ont finalement proposé la création de 116 postes. Pour les grévistes du Centre de Transfusion Sanguine, ils seront eux intégrés provisoirement dans le Centre Hospitalier en attendant la réouverture du CTS. Cette mesure ne concerne évidemment pas le directeur et le chef de service du CTS que les employés ne voulaient plus voir.

Les jours de grève seront également payés.

Les grévistes ont donc obligé l'administration de l'hôpital et la préfecture à céder sur des points importants. En effet, sans cette grève, les 116 postes créés seraient encore restés quelque chose de tout théorique, et les travailleurs n'en auraient jamais vu la couleur.

Voilà donc encore un exemple qui montre que seule la lutte permet aux travailleurs d'obtenir quelques améliorations de leurs conditions de travail.

Pourtant les travailleurs ne relâchent pas leur vigilance. Et ils ont raison en cela. Car c'est bien souvent que des ac-

(Suite au verso)

Lors du premier tour des cantonales, dans le premier canton des Abymes, il s'est trouvé 65 travailleurs de ce canton pour faire le seul geste qui pouvait avoir quelque efficacité. Ils se sont servis de leurs bulletins de vote pour faire savoir leur mécontentement. Certes le pourcentage de travailleurs du canton à avoir fait ce geste n'est pas grand. Mais il montre que les idées défendues dans cette campagne par notre camarade au nom de COMBAT OUVRIER ne sont pas restées sans échos.

Au premier tour nous nous sommes donc démarqués des autres candidats de gauche. Nous avons appelé les travailleurs à leur dire qu'ils n'approuvaient pas leur passivité et leur manque de combativité.

Au second tour nous appelons ceux qui ont voté pour notre candidat à joindre leurs voix à celles des travailleurs communistes et socialistes qui voteront pour le candidat de gauche afin de barrer la route au candidat de droite, Lacoma. Nous appelons à voter Félix Proto, candidat socialiste.

Si les travailleurs qui votent à gauche veulent voir leur candidat élu, même s'ils ont des illusions sur les possibilités du conseil général, même s'ils se trompent sur ce que veut réellement faire la gauche, nous pensons que ceux qui ont voté COMBAT OUVRIER au premier tour doivent se mettre à leurs côtés au deuxième tour et voter PROTO.

MARTINIQUE

ROND-POINT : ROSEAU DEVANT LES TRIBUNAUX
LE 5 AVRIL.

Le procès qui oppose une employée, victime de licenciement abusif, à son ancien patron Mr. Roseau, patron du libre-service Rond-Point, a eu lieu le 8 mars dernier.

Mais ce procès va repasser en audience le 5 avril car il manquait un témoignage important, celui de l'autre employée qui avait été victime elle aussi de licenciement abusif.

Or, depuis quelques jours, Roseau fait une pression considérable sur les employés qui ont signé une attestation prouvant que l'employée licenciée avait une attitude correcte vis-à-vis de ses collègues et de son patron.

Ainsi le patron de Rond-Point se croit tout permis mais les travailleurs sont décidés à ne plus se laisser traiter comme des esclaves. Roseau ne tardera pas à s'en rendre compte.

LUTTE DES HOSPITALIERS suit

cords sont signés par les patrons pour mettre fin à une grève et qu'ensuite ces messieurs marchent sur leurs propres engagements en refusant d'appliquer ce qu'ils ont eux-mêmes signé.

Aussi pour ne pas être victime d'une supercherie de ce genre, les travailleurs hospitaliers ont décidé de suspendre la grève et non pas d'y mettre fin. Ils ont donné 15 jours à la direction pour montrer que les accords étaient respectés. Si passé ce délai, les travailleurs se rendent compte que la direction les lâche et n'applique pas les propositions acceptées lors de la grève, celle-ci reprendra.

La mobilisation des grévistes a été totale jusqu'au bout, et avant la reprise du travail, une assemblée générale a réuni près de deux cents travailleurs. Le comité de grève mis en place au cours de la grève pour le diriger et comprenant plusieurs dizaines de travailleurs, va également continuer à fonctionner. Preuve que les travailleurs du Centre Hospitalier ne sont pas décidés à se contenter de promesses et vont exiger l'embauche effective des 116 personnes supplémentaires qui sont prévues.

La direction du Centre Hospitalier et les services de la préfecture, auraient bien tort de compter sur une démobilisation du personnel.

x x x x x x

Il est fréquent d'entendre dans la population laborieuse en Guadeloupe : "politique, cé bitin malhonnête", "cé bitin malprop".

Bien souvent, ces expressions populaires ne font que refléter la triste réalité, surtout au moment des élections.

Les élections sont l'occasion pour tous les politiciens bourgeois, de distribuer pots de vin et "faveurs", d'acheter les consciences, d'exercer toutes sortes de pressions sur "leurs gens" afin que tous votent dans le sens où ils veulent les faire voter.

C'est ainsi qu'au cours de ces dernières élections cantonales, de l'argent fut largement distribué à tel ou tel électeur influent dans son quartier, tel ou tel pour transporter des électeurs en voiture, tel ou tel, jeune pouvant avoir de l'influence sur d'autres jeunes de son quartier. C'est aussi le moment pour les politiciens véreux d'exiger de tel ou tel à qui on avait donné une "faveur", un "travail, procuré des allocations familiales qu'il ne pouvait toucher, une pension qui n'arrivait pas à domicile, le service en retour, ce voter pour eux.

Chaque homme politique guadeloupéen se trouve ainsi entouré de "ses gens" qu'il "tient" en distribuant faveur, argent et menus biens matériels, si minimes soient-ils.

ALGERIE La lutte des clans se poursuit

Deux dirigeants de la révolution Algérienne, anciens chefs du GPRA (gouvernement provisoire de la République Algérienne) pendant la guerre d'Algérie, Ferrhat-Abbas et Ben Khedda, réapparaissent sur la scène politique.

Ils ont en effet signé une déclaration contre la politique du gouvernement Boumédiène dans le conflit du Sahara Occidental, et dénoncé le "pouvoir personnel". Si ces anciens dirigeants ont pris une telle position, c'est qu'ils doivent avoir déjà des soutiens au sein de l'armée (seule force organisée du pays) et

dans l'appareil d'état. Il s'agit donc de la tentative d'un nouveau clan pour accéder au pouvoir.

Lorsque Boumédiène avait évincé Ben-Bella, il l'avait fait aussi au nom de la lutte contre le pouvoir personnel.

Aucun d'eux n'a jamais fait appel aux masses laborieuses algériennes contre la dictature personnelle.

Il faudrait donc se garder de breveter le mouvement déclenché par Ferrhat-Abbas et Ben Khedda d'une quelconque valeur progressiste.

MARTINIQUE Nouveau cadeau aux capitalistes de l'ananas

Il a suffi que les capitalistes de l'ananas regroupés au sein de la SOCOMOR, lancent un appel au gouvernement pour que celui-ci s'empresse de voler à leur secours. Ainsi, par l'intermédiaire d'organismes tels que le FOOGA et le FORMA, dont le but est de venir en aide aux capitalistes en difficulté, le gouvernement subventionne les usiniers du Morne-Rouge concurrencés par l'ananas de la Côte-d'Ivoire. Il leur offre une garantie concernant le partage du marché avec la production

ivoirienne.

Voilà le rôle du gouvernement capitaliste, prendre des millions dans la poche des travailleurs par le biais des impôts pour les verser généreusement dans les coffres-forts des capitalistes.

REUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER
à Pointe-à-Pitre

Le Vendredi 26 mars à 19H30

à la MUTUALITE

thèmes: Nos résultats aux cantonales
Ouverture de la récolte: le problème paysan.

La mascarade électorale

Les billets de 50,00 frs circulaient à flot dans certains quartiers dernièrement.

Toutes ces manoeuvres, cet achat des consciences jouent un rôle si important dans les élections qu'aucun partisan honnête ne peut défendre une politique, être assesseur ou délégué d'un candidat sans qu'on lui demande combien il a touché du candidat qu'il défend.

En fait, plus un pays est pauvre; plus il est sous-développé, plus la population vit dans l'ignorance et la misère, plus il est facile pour les politiciens véreux et malhonnêtes de se servir de cette situation pour leurs fins électorales. Dans un pays comme les Antilles où règne une telle misère où des dizaines de milliers de personnes sont en chômage, tout un chacun se rattache à n'importe quelle "bonne aubaine" ou petite combine pour gagner un peu d'argent, ou une "petite faveur". Et les élections sont dans la vie sociale aux Antilles un moment favorable pour cela.

Et pour beaucoup d'hommes politiques guadeloupéens, c'est cela "faire de la politique". Le meilleur sera celui qui arrivera à tromper le plus de gens possible.

Dans un tel contexte créé par la situation coloniale, les élections n'apparaissent que comme une grande farce, une mascarade immense. En effet, toute cette fraude déguisée fausse les résultats et

fausse le libre exercice du suffrage universel. Dans le même temps, nous avons là une illustration édifiante de la "démocratie bourgeoise" dans les colonies. Le suffrage universel ne profite qu'à ceux qui ont les moyens de se le payer: aux gros politiciens, ceux qui peuvent acheter les consciences parce qu'ils ont ou reçoivent de l'argent, ceux qui peuvent se servir de leur position pour distribuer "jobs" et "faveurs".

Tout cela nous montre bien que aucun changement véritable ne pourra se faire par les élections. C'est en dehors des élections que la masse des exploités, des sans-travail, pourront changer leur sort. Et tous ceux qui aujourd'hui sont trompés et dont on abuse, ceux dont la grande misère sert de moyen de manoeuvre aux politiciens véreux, ceux-là, demain, se détourneront de ces messieurs et changeront leur sort par la lutte révolutionnaire.

DEMANDEZ COMBAT OUVRIER mensuel

il est en vente dans les boutiques

de Guadeloupe et de Martinique

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOROR
COMMISSION PARITAIRE N° 51728
RONEO DU JOURNAL : P A P
2ème supplément du mensuel n° 59